



Cofinancé par le
programme Erasmus+
de l'Union européenne



85% des agriculteurs français sont prêts à changer leurs pratiques pour un meilleur respect de l'environnement

Interview originale en français

Andrei, Sofia, Sabina, Amelia, Alexandra de la rédaction du collègue Unirea à Brasov envoient notre correspondante à Paris au salon de l'agriculture 2024. Laurence MARENDOLA, porte-parole de la Confédération paysanne et agricultrice elle-même dans les Pyrénées, répond à leurs questions.

Question 1

Pouvez-vous vous présenter ?

Je suis Laurence MARENDOLA. Je suis paysanne en Ariège, dans les Pyrénées, en haute montagne et je suis porte-parole de la Confédération paysanne.

Question 2

Que pensez-vous des mesures prises par le ministère pour améliorer l'infrastructure des transports dans les zones rurales ?

Je ne peux pas répondre à cette question. Je ne connais pas le plan du ministère là-dessus.

Question 3

Comment percevez-vous le fait que l'image du pays et donc son attrait touristique puisse être affectés en raison de la grève ?

Moi, je représente un syndicat de paysans, je défends les paysannes et les paysans et, du coup, évidemment, la colère, les difficultés des paysans s'expriment parfois avec des blocages, des revendications. C'est nécessaire. C'est un des moyens d'action des syndicats. On le voit en France et dans beaucoup de pays européens.

Je ne suis pas complètement sûr que ça nuise à l'image touristique. On voit, en France en tout cas, beaucoup de soutien des populations qui disent que l'agriculture, l'alimentation, c'est important, qu'ils aiment les agriculteurs.

Et que, du coup, ils comprennent, qu'on puisse être mobilisés et manifester. On n'a pas encore vraiment entendu en France de critiques du fait que ça puisse nuire à l'image touristique de la France.

Question 4

Quelles garanties ont les agriculteurs et les consommateurs que les décisions finales vont bien prendre en compte leurs besoins et vont aussi contribuer à un système agricole davantage durable ?

On n'en a jamais complètement des garanties. C'est pour ça qu'on porte des propositions, des revendications. Il y a des annonces et après il faut rester extrêmement mobilisés, attentif, pour veiller à ce que ces annonces soient effectives, se mettent en place rapidement, correctement, tels que ça a été dit. C'est vraiment un travail permanent, en fait le syndicalisme d'obtenir ça. C'est une très bonne question parce qu'on a obtenu hier quelque chose de très engageant où le président Macron a annoncé des prix planchers pour garantir des prix pour nos produits. Ça, c'est vraiment un changement de logiciel. Et là, pour que ça devienne effectif, ça va nous demander un travail pendant des mois, d'être très attentifs, de faire

des propositions, de faire attention à ce que ça ne soit pas même carrément dévier, contreproductif. C'est ça le travail d'un syndicat dans la durée.

Question 5

Quelles stratégies envisagez-vous pour améliorer les relations entre les producteurs et les chaînes de distribution ?

Alors la situation est extrêmement difficile. Donc, ça demande à être amélioré. Elle est très difficile pour plusieurs raisons. Une, c'est le rapport de force, c'est-à-dire qu'aujourd'hui on n'est pas très nombreux comme agriculteurs, on est face à des industriels et de la distribution qui sont extrêmement puissants. Parfois, c'est des multinationales, mais on y a vraiment un vrai rapport de force entre le pot de fer et le pot de terre, un peu. Du coup, on a besoin d'une forme d'arbitre, et c'est la loi l'arbitre, et de faire appliquer des lois. C'est pour ça qu'en France, on a la loi Egalim qui n'est pas suffisante. Et on se rend compte que depuis six ans qu'elle existe, justement pour rétablir, partager la valeur, dans ces chaînes-là, dans l'équilibre, combien on paye un producteur, les marges la distribution et le prix pour le consommateur. Et du coût de travailler sur toute cette chaîne de valeur. Donc, on a besoin de de lois très fortes et que ces lois soient contrôlées, appliquées. Qu'il n'y ait pas de fraude.

En France, par exemple, il y a une loi qui a été très mal appliquée et qui a été contournée par la grande distribution. Le fait d'aller créer des centrales d'achat- juste un bureau, quoi - dans d'autres pays européens pour contourner la loi. Et ces fraudes qui doivent absolument être massivement contrôlées, mais pas par nous du coup, vraiment par l'État, les pouvoirs publics qui doivent faire contrôler la loi.

On a un autre outil pour peser un peu. C'est sur des actions un peu fortes, un peu revendicatives, de dénoncer des pratiques réellement scandaleuses de certains agro-industriels. On l'a fait, nous, la Confédération paysanne, avant-hier au siège de Lactalis. Lactalis, c'est le numéro un mondial des produits laitiers. C'est une entreprise française, et on est allé au siège social. Voilà pour dire : « On sait que vous faites n'importe quoi, que ça suffit ». Et voilà, mettre un peu de la pression comme ça aussi.

Question 6

Dans quelle mesure la grève a-t-elle un impact sur la production ?

La grève des agriculteurs. Je pense qu'elle n'a pas d'impact. La production suit son cours. Elle a un impact pour nous, parce qu'on est très fatigué et on doit se débrouiller pour que nos fermes, en même temps qu'on est là au salon de l'agriculture, en mobilisation ou ailleurs, nos fermes, elles continuent de produire, en fait. Voilà, c'est beaucoup de travail, beaucoup de pression. Il y a des gens qui nous aident, nos voisins, des familles et tout. La production, elle continue, il n'a pas d'impact.

Question 7

Quelles sont vos attentes concernant les décisions du ministère ?

Bon, déjà d'une part, on attend davantage de décisions qui permettent de garantir un avenir pour l'agriculture en France. En France, on perd 200 fermes par semaine qui mettent la clé sous la porte. C'est un vrai drame pour ces familles qui travaillent. C'est un vrai drame aussi, parce qu'on perd surtout des éleveurs. On perd de l'élevage. On perd des producteurs de fruits et légumes, donc, la France est de plus en plus dépendante à ce niveau-là. Donc, voilà de très grandes difficultés et aujourd'hui, les annonces du ministère ne répondent pas à tout.

Du coup, on attend encore d'autres choses du ministère, de mieux accompagner aussi. Comment faire face aux défis climatiques ? Tous les agriculteurs français ne sont pas du tout accompagnés par les politiques publiques. 30% des agriculteurs français qui ne reçoivent pas d'aide de la PAC.

Voilà, il y a beaucoup de choses qui mériteraient d'être améliorées. Et voilà, on pousse comme on peut.

Il y a une autre stratégie que je n'ai pas encore évoquée, c'est qu'on travaille beaucoup pour faire évoluer les choses par rapport au ministère de l'Agriculture en France, mais on pousse aussi des choses au niveau européen, parce qu'on sait tous que l'agriculture, il y a des choses qui se jouent aussi à ce niveau-là. On travaille directement, et nous avec la Coopération européenne de la Via campesina, dont il y a des organisations membres en Roumanie. À Bruxelles, directement, avec un bureau à Bruxelles, pour essayer

de faire bouger des choses au niveau du parlement et de la commission, puisque, voilà, il y a ces deux échelons.

En Europe, il y a des leviers, il y a des décisions qui peuvent être prises au niveau des états membres et d'autres qui sont effectivement prises au niveau de l'Europe, que ce soit sur l'agriculture, sur la PAC, sur les règles commerciales. Il y a beaucoup de choses au niveau européen.

Question 8

Quel regard portez-vous sur la couverture médiatique du mouvement ? Est-ce que ce que nous voyons à la télévision notamment est représentatif de la réalité ?

Alors, ce n'est pas qu'en agriculture. La couverture médiatique ne reflète jamais exactement où la diversité ou les sensibilités, ou les subtilités de beaucoup de choses. Ce qui est sûr, c'est que beaucoup de spécialistes nous l'ont dit ces derniers jours. Il y a une couverture médiatique depuis le 10, 12 janvier de l'agriculture comme il n'y a jamais eu depuis très, très, très longtemps. Ça c'est vrai.

Pour autant. Est-ce que c'est du vrai travail de fond journalistique ? On en doute. J'imagine que c'est comme partout. Les médias y vont vite, ils aiment le buzz, ce genre de choses, et c'est un peu difficile pour les agriculteurs qui ont beaucoup de choses à dire. Ça vient depuis longtemps de ne pas avoir juste trente secondes par-ci et trente secondes par-là. Mais là, je crois que l'agriculture inonde les médias en France.

C'est important parler d'agriculture, mais de parler du fond, pas seulement de l'écume des choses et des trucs hyper sensationnels.

Question 9

Comment expliquez-vous qu'il y ait une telle confrontation entre les agriculteurs et les écologistes, en particulier avec les « soulèvements de la Terre » ?

Alors c'est une confrontation, un récit qui est construit. En vrai, il n'y a pas tant de confrontation entre l'écologie et l'agriculture. C'est quelque chose qui a été savamment construit par le syndicat majoritaire en France et puis par l'agro-industrie pour continuer à fonctionner pareil, à vendre des pesticides et ce genre de choses. Mais dans la vraie vie, moi je vais citer deux chiffres en France.

Un sondage qui est paru la semaine dernière, qui a été fait en novembre, avant toute cette crise, où 85% des agriculteurs disent qu'ils sont prêts à faire de la transition, à changer leurs pratiques, à condition d'être accompagnés. Changer les pratiques, c'est pour aller vers des pratiques plus durables et pas contraires à l'écologie. En fait, l'autre, c'est que dans la PAC de 2023, beaucoup d'agriculteurs se sont engagés au moment de la déclaration PAC au mois d'avril. On coche une case en voulant souscrire des mesures agro-environnementales et climatiques, c'est-à-dire vraiment dire : je prends des engagements, je change des choses dans ma ferme pour être mieux adapté par rapport au climat et à l'environnement. Et à tel point qu'on manquait de budget de la PAC pour financer tous les gens qui avaient déjà commencé à faire des choses sur leur ferme.

Dans la vraie vie, pour la majorité des agriculteurs cette opposition entre écologie, agriculture n'existe pas. Ils savent et ils ont envie de faire des choses sur leur ferme.

Question 10

Question bonus : Emmanuel MACRON a été très chahuté lors de sa visite. Est-ce que le dialogue est rompu avec le gouvernement ?

Moi, je vais répondre au nom de la Confédération paysanne. Ce n'est jamais très simple. Mais quand on est un syndicat représentatif, pour de vrai, il ne peut pas être rompu. Le dialogue ne peut pas être rompu. C'est faux, c'est des effets d'annonce de dire qu'il y a pour un syndicat alors que c'est notre travail aussi de faire remonter des revendications, de batailler au plus haut niveau de l'État, et c'est notre cas pour obtenir des choses qui répondent aux demandes des agriculteurs.

Question 11**Question bonus : Avez-vous un message pour les jeunes journalistes de Globe Reporters ?**

Eh ben que c'est un métier d'extrême importance, le journalisme. Le journalisme indépendant, le journaliste qui travaille des questions de fond, on en a tous besoin. La société en a besoin.

Et d'un point de vue agricole aussi, pour aller au-delà de ces clichés qui ont été posés. C'est assez scandaleux. Le traitement médiatique de ceux de ce truc n'était pas un sujet. Le grand débat, les écolos, les soulèvements, en fait, ce n'était pas ça le sujet de fond. C'était vraiment ce qu'on apporte les agriculteurs depuis des semaines sur le fond du dossier, sur les difficultés et comment, comment les traiter.